

Scénario du film «1953 — Lavrenti Beria. Chroniques historiques avec Nikolai Svanidze»
écrit par Marina Joukova, traduit par l'IA, et précédé d'un résumé également rédigé par l'IA.

Résumé du scénario :

Le texte retrace les quelques mois qui suivent la mort de Staline en 1953, vus à travers la figure de Lavrenti Beria, son ancien chef de la police politique, et montre comment celui qui fut l'un des artisans principaux de la terreur tente soudain de transformer radicalement le système... avant d'être lui-même éliminé.

L'auteur commence par une histoire emblématique : un jeune couple de Moscou, sans logement, déjà avec un enfant et une nouvelle grossesse. La femme veut avorter, mais l'avortement est interdit en URSS depuis 1936, sauf cas exceptionnels. Malgré un rapport officiel reconnaissant leur détresse, on ne leur donne pas de chambre. En revanche, « à titre exceptionnel », on l'autorise à avorter par décision personnelle de Chvernik, président du Présidium du Soviet suprême. L'anecdote illustre un système inhumain, bureaucratique, stable uniquement parce qu'un seul homme le tient d'une main de fer : Staline. Puis cet homme meurt.

La mort de Staline déclenche un choc collectif. Une partie de la population est réellement désorientée, avec un sentiment infantile d'abandon : « Que va-t-on devenir sans lui ? » D'autres se réjouissent en secret. Le texte cite des soldats et des citoyens qui osent dire que la mort de Staline est « mieux ainsi ». Les funérailles, organisées dans le chaos et la peur, tournent au désastre : files mal gérées, barrages de camions et de chars, mouvement de foule meurtrier, gens piétinés ou tombant dans des bouches d'égout ouvertes, morgue saturée. Ce deuil officiel est à la fois hystérique et tragique.

Pendant ce temps, au sommet du pouvoir, tout se joue très vite. Dès le 5 mars au soir, alors que Staline est officiellement encore vivant, se tient une réunion commune du Comité central, du gouvernement et du Présidium. En quarante minutes, la nouvelle architecture du pouvoir est décidée : Malenkov devient président du Conseil des ministres, avec quatre premiers adjoints dont Beria, nommé à la tête d'un ministère de l'Intérieur fusionnant police politique et police classique. L'idée centrale – portée par Beria – est de déplacer le centre de gravité du parti vers le gouvernement. Khrouchtchev, lui, ne reçoit aucun poste gouvernemental et reste simple secrétaire du Comité central.

Beria apparaît alors comme l'homme le mieux placé : il a des leviers dans l'appareil sécuritaire, il a survécu à toutes les purges, et il comprend la fragilité du système. Très vite, au printemps 1953, il lance une série de mesures qui, venant de lui, paraissent incroyables : changement de ton sur « l'affaire des médecins » (on parle désormais de « médecins arrêtés »), remise en cause de la « campagne mingrélienne » en Géorgie, dénonciation explicite des tortures et de l'implication personnelle de Staline, ordre d'interdire les sévices physiques, amnistie de plus d'un million de détenus (surtout de droit commun), transfert d'une partie du Goulag vers le ministère de la Justice, projet d'abolir les restrictions de passeport et les « villes fermées ». Il n'hésite pas à admettre que de nombreux citoyens ont été condamnés sur des aveux fabriqués.

Sur le plan extérieur et économique, Beria propose d'abandonner la ligne de « construction accélérée du socialisme » en RDA, de desserrer l'étau sur l'initiative privée, de garantir des droits démocratiques, de viser la réunification allemande sur une base pacifique – tout cela, en partie,

pour obtenir un crédit à long terme de l'Allemagne. Il préconise aussi de relâcher la pression idéologique : nouvelle histoire plus objective de la Seconde Guerre mondiale, réduction du rôle du parti au profit des soviets, renforcement des élites nationales dans les républiques, rapprochement avec la Yougoslavie, retour possible de certaines îles au Japon, arrêt de la publication des œuvres de Staline, condamnation interne de ce dernier, interdiction de brandir les portraits des dirigeants aux défilés. On croirait lire le début d'une déstalinisation brutale et précipitée.

Mais la société n'est pas prête : la réhabilitation des seuls médecins accusés semble déjà incompréhensible à beaucoup, qui ne savent plus « en qui croire ». Pour les autres dirigeants – Khrouchtchev, Molotov, Boulganine, etc. – Beria est doublement dangereux : il concentre un immense pouvoir policier et il détient des dossiers compromettants sur eux. S'il continue, il pourra les faire arrêter et se présenter comme le grand justicier débarrassant le pays de la tyrannie stalinienne et de ses complices. La lutte devient une question de vie ou de mort : « Qui abattra l'autre ? »

Khrouchtchev prend l'initiative : il forme une alliance avec Malenkov, Molotov, Boulganine, puis rallie Kaganovitch, Vorochilov, et tente de convaincre Mikoyan, qui reste hésitant. Un plan est décidé : Beria sera attaqué politiquement lors d'une réunion du gouvernement, puis immédiatement arrêté par l'armée. Le 26 juin 1953, alors que Beria suit de près le projet de bombe H, la réunion commence au Kremlin. Khrouchtchev prend la parole, l'accuse de carriérisme, de trahison du socialisme, de manipulations nationales. Au signal, Joukov et d'autres officiers entrent et arrêtent Beria. Le lendemain, les dirigeants vont tranquillement au Bolchoï, comme pour normaliser le coup de palais. Plus tard, des scientifiques diront avoir eu le sentiment que Beria envisageait d'utiliser la bombe thermonucléaire comme moyen de chantage, avec des scénarios de déploiement spectaculaire jusqu'au cœur du Kremlin.

Ainsi se referme en quelques mois la « seconde vie » possible de Beria : celle d'un bourreau qui, par pur calcul de pouvoir, tente de devenir le démolisseur du stalinisme, avant d'être lui-même englouti par le système qu'il avait servi et qu'il commençait à vouloir défaire.

Scénario :

1953 — Lavrenti Beria

Un jour, peu de temps avant la mort de Staline, un couple marié vient en audience privée chez le président du Présidium du Soviet suprême, Nikolai Chvernik.

Lui est sur des béquilles, invalide de guerre. Il a 25 ans. Elle est encore plus jeune. Ils ont déjà un enfant. Maintenant elle est à nouveau enceinte et veut avorter. Mais les avortements sont interdits en URSS depuis 1936. On ne donne des autorisations qu'à titre tout à fait exceptionnel. Et cette famille n'entre pas dans les cas d'exception. Des gens comme eux, il y en a des millions. Mais c'est précisément eux qui ont osé partir demander de l'aide à Moscou.

Cette famille n'a nulle part où vivre. Lui habite en foyer. Elle vit avec sa belle-mère et les filles mariées de celle-ci dans une chambre de 15 m². Ils sont huit sur ces 15 m². Le jour, la belle-mère garde leur enfant d'un an et demi. Pour cela, elle prend à la jeune femme 200 roubles sur son salaire

de 500 roubles. Mais pour la nuit, la belle-mère interdit de laisser l'enfant, et on doit le porter coucher au foyer.

Ce jeune couple était inscrit sur la liste d'attente pour une chambre, mais on la leur a refusée. Alors ils sont allés à la réception du Présidium du Soviet suprême. Parce qu'on dit que là-bas, on est plus près de Staline, donc qu'on y aidera.

Ils ont effectivement été reçus. Ils ont entrevu l'espoir qu'on leur donnerait une chambre où ils pourraient élever deux enfants. Une commission a été créée pour inspecter leurs conditions de logement, et elle a reconnu que la jeune famille avait besoin d'aide. Mais non, on ne leur a pas attribué de chambre. On a « à titre exceptionnel » autorisé la femme à avorter. Par instruction personnelle du président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, N. M. Chvernik.

Cette histoire est typique du système qui a existé pendant de longues années. Ce système est un monstre. Mais il se distingue par sa stabilité. Car toutes ces années de mise en place et de fonctionnement du système, une seule et même personne se tient à sa tête : Staline. Et voilà que Staline est mort.

Le sens du stress de masse qui saisit la population juste après la mort de Staline tient dans la question : « Qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Comment allons-nous faire sans lui ? » Le sens de toutes les larmes versées par le pays du 5 au 9 mars 1953 réside dans ce sentiment infantile d'abandon, dans l'incertitude de l'avenir et la peur du changement.

Dans un rapport du ministre de la Sécurité d'État Ignatiev à Malenkov, Beria, Boulganine et Khrouchtchev sur la réaction des militaires à la mort de Staline, on lit :
« Dactylo à l'état-major d'une division motorisée : "J'ai peur, quelque part. Qui sait ce que les gens pensent. Quelqu'un va se mettre à sa place et on découvrira ensuite que c'est un ennemi du peuple. Et si c'est la guerre ? C'est le moment idéal pour ça, l'hiver se termine, et la guerre commence toujours en été." »

Des opinions diamétralement opposées sont consignées dans les nombreuses dénonciations parvenues durant ces jours de deuil.

Extrait d'une dénonciation :

« Le 5 mars 1953, j'ai rencontré Mouraviov au marché et nous sommes entrés dans un kiosque. Un citoyen Basov, que je ne connaissais pas, y est aussi entré. On s'est mis à parler de l'état de santé de Staline. Quelqu'un a dit : "Des millions de gens pleureront sur lui." À quoi Basov a répondu : "Pas pleurer, des millions de gens vont se réjouir." Mouraviov et moi avons retenu Basov. »

Et un soldat d'un dépôt de chars a déclaré :

« Que Staline soit mort, c'est même mieux. Vous verrez comme tout va changer tout de suite. »

Dans le milieu de la haute direction, la question « Comment allons-nous faire maintenant ? » a un autre sens. C'est la question du pouvoir. Pour les principaux joueurs, le scénario est clair avant même la mort physique de Staline. Dès le 3 mars, des invitations sont envoyées pour une séance commune du plénum du Comité central du PCUS, du Conseil des ministres de l'URSS et du Présidium du Soviet suprême. La séance se tient le soir du 5 mars. Elle dure quarante minutes. Khrouchtchev préside.

Le ministre de la Santé, Tretiakov, fait un rapport sur l'état de santé de Staline. Officiellement, Staline est donc encore vivant. Puis la parole est donnée à Malenkov. Malenkov dit :
« La tâche la plus importante est d'assurer la continuité ininterrompue de la direction du pays. »

La parole revient à Beria. Beria dit :

« Le Bureau du Présidium du Comité central estime nécessaire de désigner dès maintenant le président du Conseil des ministres de l'URSS. Le Bureau propose de nommer à ce poste le camarade G. M. Malenkov. »

La parole est de nouveau donnée à Malenkov. Malenkov nomme quatre premiers vice-présidents : Beria, Molotov, Boulganine et Kaganovitch. L'idée nouvelle principale est de concentrer le pouvoir entre les mains du gouvernement, et non plus dans la structure du parti. C'est l'idée de Beria, qu'il a déjà discutée à l'avance avec Malenkov. Dans cette configuration, Khrouchtchev n'obtient aucun poste gouvernemental. Il reste simplement secrétaire du Comité central. Il perd en outre son poste de premier secrétaire du Comité de Moscou du parti.

L'harmonie des nominations et la surprenante cohérence dans la répartition des postes montrent que tout a été pensé et négocié au préalable. On ne sent nulle part d'improvisation. En revanche, on distingue bien une source d'initiative et de force.

Les dernières années de la vie de Staline, Beria agit en tandem avec Malenkov. Avant même la maladie finale de Staline, Beria avait des vues sur Malenkov. Khrouchtchev se souvient :
« Beria m'a dit un jour à propos de Malenkov : "Écoute, c'est un homme sans volonté. C'est une chèvre. Il peut faire un bond si on ne le retient pas. C'est pour ça que je le tiens, je marche avec lui. Il est russe, c'est un homme cultivé, il pourra servir." »

C'est Beria, à la séance du 5 mars, qui propose Malenkov au poste de président du Conseil des ministres. Konstantin Simonov, qui observait Beria et Malenkov ce jour-là, écrit :
« Quant à Beria et Malenkov, ils parlaient tous les deux avec vivacité, énergie, d'une manière très "professionnelle". Il y avait dans leurs voix quelque chose qui n'allait pas avec les fins de discours empreintes de deuil pour la maladie de Staline. Ils avaient l'air, si l'on peut dire, comme "déballés de leurs langes". »

Molotov, Vorochilov, Mikoyan, depuis le plénum d'octobre 1952 et l'attaque cinglante de Staline contre eux, s'attendent à être arrêtés. À la fin de sa vie, Staline lance une nouvelle campagne d'extermination de son entourage, Beria inclus. De tous ceux qui sont marqués pour la "chasse", Beria est le plus entreprenant, le mieux informé et celui qui possède le plus de leviers dans les structures de force, y compris dans l'armée et parmi les scientifiques impliqués dans la production des armes atomiques et thermonucléaires. Beria est prêt à jouer sa survie contre Staline.

Dans ces circonstances, alors que Staline est encore vivant, Molotov, Mikoyan et Vorochilov soutiennent la répartition des postes élaborée par Beria. Lors de la séance au Kremlin, le 5 mars 1953, ces victimes potentielles de Staline reçoivent des postes dans la direction du pays. Molotov devient ministre des Affaires étrangères. Mikoyan est nommé à la tête du commerce. Vorochilov devient président du Présidium du Soviet suprême. Simonov écrit :
« Les nominations annoncées lors de cette séance indiquaient que Staline était sur le point de mourir. J'ai eu le sentiment que les anciens membres du Politburo entraient avec un secret sentiment de soulagement. On le devinait sur leurs visages. »

Malenkov poursuit son intervention. Il propose de fusionner le ministère de la Sécurité d'État de l'URSS et le ministère de l'Intérieur de l'URSS en un seul ministère — le ministère de l'Intérieur de l'URSS — et de nommer à sa tête le camarade L. P. Beria.

Les principaux protagonistes, après la séance au Kremlin, partent à 20 h 40 pour la datcha de Staline. Après leur arrivée, à 21 h 50, la mort de Staline est officiellement constatée.

Dans ses mémoires enregistrées à la fin des années 1960, Khrouchtchev assure qu'il avait pressenti la montée en puissance de Beria dès le début des années 1950 :

« Vers 1950, je pensais déjà que si l'on laissait Beria prendre la place dominante dans le parti, il détournerait le développement du pays de la voie socialiste vers la voie capitaliste. C'est l'opinion que j'avais. »

Khrouchtchev se souvient :

« Quand Staline était mourant, nous assurons sa garde deux par deux. »

Khrouchtchev était en binôme avec le ministre des Forces armées, Boulganine. Assis près du Staline agonisant, Khrouchtchev dit à Boulganine :

« Tu sais quel poste Beria va prendre pour lui ? »

— « Lequel ? », demande Boulganine.

— « Celui de ministre de la Sécurité d'État. Il ne faut à aucun prix le laisser faire. Ce serait le début de notre fin. Il ne prendra ce poste que pour nous exterminer, pour nous détruire. Il faut l'empêcher, à tout prix. »

« Et nous nous sommes mis, Boulganine et moi, raconte Khrouchtchev, à discuter de la façon dont nous allions agir. »

Ce sujet passe brièvement au second plan pendant les funérailles de Staline.

Après l'annonce radiophonique de la mort de Staline, diffusée le 6 mars à quatre heures du matin, le correspondant à Moscou du New York Times se précipite au télégraphe central pour transmettre l'information. Les dépêches sur Staline ne passent pas. Non seulement on refuse de prendre le télégramme, mais tous les fils ont été débranchés sur le tableau du télégraphe international. Ensuite, un mécanicien arrive en courant, arrache la porte arrière du tableau et arrache le câble principal.

Vers six heures du matin, le 6 mars, une colonne de camions avec des soldats de bataillons spéciaux du ministère de l'Intérieur entre dans le centre de Moscou. Les soldats se postent le long et en travers de toutes les grandes et petites rues centrales. Les camions forment des barricades. Sur la rue Gorki, une colonne de chars apparaît. Les chars renforcent les barricades de camions aux points stratégiques. À la radio, on ne donne aucune information sur l'itinéraire de la foule vers la salle des Colonne, où est exposé le cercueil.

La masse humaine, qui remplit toute la ville et se compacte en marchant, cherche les voies d'accès à la salle des Colonne. La file se forme spontanément sur la place de la gare Biélorusski. Puis, par la rue Gorki, la foule avance jusqu'à la place Maïakovski. De là, on la repousse sur la gauche, vers le boulevard circulaire (Sadovoïé Koltso). Par le boulevard, elle va jusqu'à la rue Tchernychevski, d'où on bifurque vers le boulevard circulaire intérieur (Boulevardnoïé Koltso). Finalement, la vague humaine arrive à la pente du boulevard de la Nativité (Rojdestvenski). Là, elle s'arrête un instant, saisie par le spectacle, en contrebas, de la mer continue de têtes humaines.

Mais d'autres vagues poussent déjà par derrière. Et la foule, hors de tout contrôle, dévale la pente. En bas, dans le coin gauche du boulevard qui donne sur la place Troubnaïa, un passage étroit est

ouvert. C'est l'unique passage vers Staline. La foule continue d'affluer. Impossible d'aider celui qui s'est tordu la cheville ou qui est tombé. Parfois, les gens doivent remonter les pieds, parce qu'ils marchent sur des corps. Beaucoup courent avec des enfants. Dans la cohue, on commence à passer les enfants aux officiers perchés sur les camions. Les gens sont happés, écrasés dans l'étroit passage entre les camions. On crie : « Enlevez les camions ! » Un officier sur un camion pleure et hurle : « Nous n'avons pas d'ordre ! » Dans la foule fortement compactée, un tourbillon se forme. On ne peut pas s'en échapper. Cela dure deux jours. Les écrasés sont amenés à la morgue de Lefortovo. Elle est trop petite pour tous les accueillir. Les cadavres piétinés restent à même la neige.

Le 8 mars, on annonce soudain que, « à la demande insistante des travailleurs », l'accès au corps du camarade Staline est ouvert une dernière fois. En réalité, c'est une annonce provocatrice. Beaucoup ont alors le sentiment de manquer une chance. Le 8 mars, on ne fait plus passer par Troubnaïa, mais par la rue Tchekhov. Cette rue étroite et ancienne de Moscou est saturée de monde, comme le premier jour. Au-dessus de la foule, un brouhaha continu de cris et de gémissements. Sous les pieds, les plaques des bouches d'égout se soulèvent. Des gens tombent dans les égouts. Les regards se remplissent de terreur. Les bouches d'égout se remplissent jusqu'en haut de gens.

À deux heures du matin, on annonce une interruption jusqu'à cinq heures. Les gens attendent, se réchauffent dans les cages d'escalier. Le but est proche. Sur les visages, on lit une sorte d'ardeur sportive. Dans une école de Moscou, dans le quartier de Presnia, tout le monde est parti tenter sa chance pour voir Staline. Il n'est resté dans la classe qu'un seul garçon. Il était assis à son pupitre et lisait un livre.

Le 6 mars 1953, le cercueil de Staline est inspecté par une commission spéciale pour vérifier l'absence de substances toxiques, de matières radioactives et de dispositifs à retardement. La commission des funérailles est présidée par Khrouchtchev.

Dans la salle des Colonnes, le journaliste et écrivain Alexandre Avdeenko, grand reporter pour Ogoniok, rencontre son ami de front, Vassili Mefodievitch Verkhovoï. Ils sortent dans le foyer. — « À voir tes yeux gonflés, mon vieux, tu passes tes jours et tes nuits à pleurer », dit Verkhovoï. — « Comme tout le monde », répond Avdeenko.

— « Pas tout le monde, mon vieux, pas tout le monde pleure et sanglote. Il y en a pas mal qui se signent : “Gloire à toi, Seigneur, tu l'as enfin rappelé”, dit Verkhovoï en caressant l'épaule de son ami effrayé. — N'aie pas peur, mon vieux. Il ne nous atteindra plus. Le tyran est fini. Il a expiré. De sa mort, le Maître a rendu plus de service au pays que de toute sa longue vie. »

Avdeenko se lève, prend congé.

— « Va, mon vieux, va, lui dit le vétéran Vassili Mefodievitch. Va, et va sangloter. »

De Géorgie, on a fait venir pour les funérailles de Staline des pleureuses professionnelles.

Le même jour que Staline meurt le grand compositeur russe Sergueï Prokofiev. Ses proches et ses amis ne peuvent pas accéder à son appartement de la ruelle Kamergerski. Partout des cordons et des barrages. Impossible d'acheter des fleurs : toutes sont sur le cercueil de Staline.

La période de mars à juin 1953 est celle des notes de Beria et des décisions adoptées, ou non, sur la base de ces notes. Le premier document signé par Beria dans sa nouvelle qualité de ministre de l'Intérieur montre un changement de terminologie. Les professeurs impliqués dans « l'affaire des médecins », partout appelés « médecins saboteurs », sont désignés dans ce document, par une

semaine seulement après la mort de Staline, comme « les médecins arrêtés ». Formulation impossible une semaine plus tôt, et qui sent la réhabilitation.

Le même jour, le 13 mars, vient une note sur la révision des dossiers de personnes déportées de Géorgie. Ces déportations vers le Kazakhstan avaient été effectuées dans le cadre de la fameuse « affaire mingrélienne », lancée par Staline en 1951 et visant Beria.

En avril 1953 apparaît une note de Beria au Présidium du Comité central du PCUS sur la mauvaise conduite de « l'affaire de la soi-disant organisation nationaliste mingrélienne ». Dans cette note, Beria reproduit les témoignages des détenus sur l'usage de la torture. Mieux encore — et c'est une première — Beria écrit :

« I. V. Staline exigeait l'usage de mesures physiques de coercition envers les personnes arrêtées... Sur ordre direct de Staline, le Comité central du VKP(b) a adopté une résolution sur la déportation de citoyens du territoire de la RSS de Géorgie. »

Et il n'y a plus de « camarade » devant le nom de Staline.

Le 18 mars 1953, Beria signe un ordre de révision du dossier contre l'ancien commandement de l'aviation militaire et contre le ministère de l'Industrie aéronautique. Suit ensuite la réhabilitation des dirigeants de ces organismes.

Le 26 mars 1953 vient une note de Beria sur l'amnistie. Sont amnistiés les condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans pour des crimes de fonction ou économiques, les femmes enceintes et les femmes avec des enfants de moins de dix ans, les mineurs, les hommes et les femmes âgés, ainsi que les malades incurables.

Sont amnistiées 1 201 738 personnes. Presque la moitié de tous les détenus soviétiques. Ne sont pas amnistiés ceux qui purgent une peine pour banditisme et meurtre, ainsi que ceux condamnés en vertu de l'article 58, l'article politique. Deux jours plus tard, le 28 mars, arrive une lettre de Beria au Présidium du Conseil des ministres sur le transfert des camps et colonies du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice. Dans la structure du ministère de l'Intérieur restent seulement les camps spéciaux pour les condamnés au titre de l'article 58 et pour les anciens prisonniers de guerre.

Une semaine plus tard sort l'ordre de Beria « sur l'interdiction d'appliquer aux personnes arrêtées toute forme de coercition physique ». Le document commence ainsi :

« Le ministère de l'Intérieur de l'URSS a établi que, dans le travail d'instruction, ont eu lieu des arrestations de citoyens innocents, une falsification éhontée des dossiers d'enquête, un recours systématique à diverses formes de torture. Les méthodes de supplices employées lors des interrogatoires ont conduit des innocents au point de perdre tout aspect humain. »

Plus loin, Beria écrit :

« Les enquêteurs leur mettaient sous le nez des aveux fabriqués sur des activités antisoviétiques et de terrorisme. »

Autrement dit, dans l'ordre de Beria du 4 avril 1953, il est noir sur blanc que des masses de gens ont été accusées sans fondement d'espionnage et de terrorisme et condamnées au titre de l'article 58 sur la base d'aveux extorqués sous la torture. L'ordre du ministre de l'Intérieur prononce ainsi un "a" qui laisse déjà deviner le "b" — la révision des dossiers et une vague de réhabilitations pour ceux injustement condamnés à des peines de prison ou de mort pour motifs politiques.

Ce serait une révision de trois décennies de vie du pays, une révision de tout le règne de Staline. Or, pour cela, au printemps 1953, il ne manque qu'une chose : la volonté politique de la direction. Staline n'est plus.

Pendant ce temps, Staline est mort depuis un mois à peine. Un mois seulement a passé depuis le jour où le pays a fini de pleurer Staline. La disponibilité du pays à se regarder en face d'un œil neuf début avril 1953 est loin d'être évidente. Beria a la possibilité de s'en rendre compte.

Le 1er avril, il écrit une note sur la réhabilitation des personnes impliquées dans la fameuse « affaire des médecins ». Le 3 avril, sur la base de cette note, le Présidium du Comité central adopte une résolution réhabilitant les médecins arrêtés. Le 4 avril, l'annonce paraît dans la Pravda. Les analystes du ministère de l'Intérieur relèvent les réactions. La plus caractéristique :

« Mais comment ça ?! Le peuple était indigné contre les médecins-assassins, le peuple organisait des meetings, et tout à coup, les médecins ne sont pas coupables. Après la mort du grand Staline, il se passe des choses incompréhensibles », écrit Krioukov, de Sverdlovsk, à la Pravda.

Des étudiants de la faculté de droit de l'université de Lvov écrivent :

« Cela sape radicalement l'autorité de nos organes juridiques et d'enquête. Et dans quelle situation se retrouve le ministère de l'Intérieur ? En qui avoir confiance à présent ? Où chercher la vérité ? »

Des milliers de lettres de ce genre arrivent après la réhabilitation de trente-sept médecins arrêtés.

La réhabilitation de centaines de milliers de personnes injustement condamnées aurait été une épreuve insurmontable pour un pays qui n'avait pas encore repris ses esprits après Staline. Et, en 1956, la condamnation du culte de la personnalité sera déjà un choc. Une réhabilitation de masse, si Beria l'avait engagée en 1953, aurait été difficile à percevoir comme un simple coup de populisme. Beria ne mise pas sur le populisme : sur ce terrain-là, il lui est impossible de rivaliser avec Staline, qui vient de disparaître.

Dans sa course au pouvoir, Beria joue autre chose : lui, oui, lui, le bourreau Beria, veut entrer dans le pouvoir, donc dans l'histoire, comme l'homme qui sort le pays du stalinisme. Tactiquement, il est condamné à cette logique. Il effacera Staline et, avec lui, son propre passé. Et tous ses concurrents.

Car toute la direction du pays restée après Staline a les mains aussi couvertes de sang que lui, Beria. Il détient des informations compromettantes sur eux. Eux — Khrouchtchev, Malenkov, Molotov — le savent et le sentent en permanence. Beria se presse. Il n'a jamais été si près du sommet. Et il est avide de pouvoir. Plus que de plaisirs sensuels.

Après lui, Malenkov, puis Khrouchtchev, reprendront, eux aussi, l'idée de rompre avec Staline. Ils l'utiliseront à des doses diverses dans la lutte interne au sommet du parti, c'est-à-dire pour obtenir le pouvoir personnel. Beria est le premier et le moins chanceux de ceux qui se sont engagés sur cette voie.

Tous ceux impliqués dans « l'affaire des médecins » sont libérés le 4 avril 1953. On les reconduit en voiture de la Loubianka jusque chez eux. Les voitures arrivent au « maison des professeurs » de la ruelle Serebriany, en pleine nuit, quelques heures avant la parution des journaux annonçant leur réhabilitation. La concierge, qui avait servi de témoin lors des perquisitions et des arrestations, voyant revenir dans leurs appartements les professeurs arrêtés sous ses yeux, se rue au poste de police en criant : « Les ennemis se sont évadés ! »

Deux jours après que la concierge, à bout de nerfs, a couru à travers Moscou nocturne, au Kremlin, dans trois salles réservées aux membres et candidats du Comité central, on commence à faire circuler des documents attestant la participation personnelle de Staline à « l'affaire des médecins ».

Konstantin Simonov se souvient :

« L'idée de nous montrer ces documents vient, incontestablement, de Beria. Il voulait se présenter comme quelqu'un qui n'est aucunement disposé à perpétuer la cruauté, l'illégalité, qui, à en juger par les documents présentés, étaient directement liées à Staline, à son initiative, à ses exigences. Beria voulait affirmer ainsi qu'il ne comptait pas couvrir les péchés de Staline. "Voilà votre Staline", nous disait-il en quelque sorte. "Je ne sais pas vous, mais moi, je le renie. Je compte dire toute la vérité sur lui." Les documents que j'ai vus n'étaient pas des faux. C'est pourquoi j'étais sans doute mieux préparé que beaucoup d'autres au choc moral que j'ai ressenti pendant le discours de Khrouchtchev au XXe congrès. »

Khrouchtchev, parlant de Beria en mars-début avril 1953, dit :

« Beria faisait preuve à mon égard d'une grande attention et d'un grand respect, ce qui m'étonnait. Il ne rompait pas avec Malenkov, mais commençait à tisser des relations avec moi. Si, par exemple, ils se réunissaient avec Malenkov pour aller se promener au Kremlin, ils m'invitaient aussi. Une fois, nous marchions tous les trois, et Beria s'est exclamé : "Nous sommes tous sous la main de Dieu. Nous vieillissons déjà. Tout peut arriver à chacun de nous. Il faut penser à la vieillesse et à nos familles. C'est pourquoi je proposerais de construire des datchas individuelles et de les transmettre en propriété à ceux pour qui elles seront construites." »

Khrouchtchev dira que Beria a « une manière de penser non communiste ». Il est en effet difficile d'attribuer à Beria des convictions communistes — comme à tous les autres, d'ailleurs. Mais, dans l'histoire des datchas, il dépasse les limites des règles du jeu admises.

Les datchas, les hauts murs, le personnel de service — constituent le style de vie inévitable de la nomenklatura stalinienne. Mais elles sont données par Staline et reprises par Staline. Souvent avec la vie de leurs occupants. Les privilèges de la nomenklatura, payés sur le dos du peuple, sont la compensation de la peur. Et voilà que, soudain, Beria prononce un mot sacrilège : « propriété ».

Khrouchtchev se souvient :

« J'étais convaincu qu'il faisait tout cela dans un but de provocation. »

Beria partage déjà en détail avec Khrouchtchev et Malenkov ses plans : on ne construira pas les datchas près de Moscou, mais à Soukhoumi. « Là-bas, dit-il, les pêches sont magnifiques, le raisin aussi. » Les projets et les travaux seront confiés au ministère de l'Intérieur. Le responsable du chantier sera un homme spécialisé dans la construction des installations atomiques.

« Je l'écoute, poursuit Khrouchtchev, je ne le contredis pas. »

Ils parlent, puis partent ensemble, à trois, vers la campagne, sur la route de Roubliovka. Au début, ils roulent ensemble dans la même voiture — Beria, Malenkov, Khrouchtchev. Khrouchtchev et Malenkov doivent tourner à gauche, et Beria aller tout droit. Khrouchtchev et Malenkov changent alors pour une autre voiture, qui les suivait.

Khrouchtchev dit à Malenkov :

« Ces datchas, c'est une pure provocation. Ne lui résistons pas pour l'instant. Qu'il s'en occupe et continue de croire que personne ne le comprend. »

Beria propose aussi une datcha à Molotov. Molotov accepte, mais demande qu'on la lui construise non pas dans le Caucase, mais près de Moscou.

À propos de l'histoire des datchas, Khrouchtchev poursuit :

« Je n'étais plus surpris par cette manière de penser non communiste de Beria. Elle allait parfaitement avec son personnage. »

Il fait allusion à une série de documents issus de la plume de Beria et qui ont produit un effet de choc sur la haute direction du parti.

Avant tout, c'est le projet de Beria visant à assainir la situation politique en République démocratique allemande.

En réalité, ce document est une réaction fulgurante aux événements en Europe de l'Est. En RDA, une vague de grèves en mai 1953 ; en juin, en Tchécoslovaquie ; la même chose en Pologne. En Roumanie, des émeutes de la faim. De gros problèmes en Hongrie.

Dans le document daté du 2 juin 1953, on constate la fuite massive de citoyens de RDA vers l'Allemagne de l'Ouest. La plupart des fugitifs sont des éléments laborieux : ouvriers, paysans, mais aussi des ménagères, des représentants de l'intelligentsia et des membres du parti au pouvoir, le SED.

Le document souligne :

« La cause de la fuite de centaines de milliers de personnes est la ligne erronée de construction accélérée du socialisme. À savoir : le développement forcé de l'industrie lourde, la limitation de l'initiative privée, la création forcée de coopératives agricoles. Tout cela a entraîné une rupture de l'approvisionnement en biens industriels et alimentaires, la ruine des petits propriétaires. Cinq cent mille hectares de terres ont été abandonnés par de prudents paysans allemands qui partent en Allemagne de l'Ouest. Le cours du mark allemand baisse brutalement. »

Ainsi, Beria affirme que la ligne politique et économique imposée à la RDA par Staline est néfaste et destructrice. Or, c'est cette même ligne que Staline a imposée à l'URSS pendant trente ans. En parlant de la RDA, Beria se permet, fût-ce dans un cercle restreint, une révision du système stalinien.

« Pour corriger la situation en RDA, écrit Beria, il est nécessaire de renoncer à la ligne de construction accélérée du socialisme. D'introduire le capital privé dans l'économie. De prendre des mesures pour garantir les droits démocratiques des citoyens. »

Et enfin :

« La tâche principale à l'heure actuelle est la lutte pour l'unification de l'Allemagne sur des bases démocratiques et pacifiques. »

Nous sommes au début de juin 1953.

Beria lit lui-même le texte. Le premier à s'opposer à ses propositions est Molotov. Khrouchtchev soutient Molotov. Ils sont à leur tour soutenus par le ministre des Forces armées, Boulganine. D'autres membres du Présidium du Comité central interviennent dans le même sens. Le jour même, Molotov propose à Khrouchtchev de se tutoyer.

Il est pourtant capital de comprendre pourquoi Beria s'est décidé à mettre en discussion des propositions aussi radicales que l'abandon du socialisme en RDA et le début de l'unification

allemande. Ce qui pousse Beria, c'est l'économie soviétique. Avant tout, la situation de l'agriculture. Elle exige des investissements. Mais tout investissement est inefficace.

La population rurale a été dégradée par la politique stalinienne de longue durée. L'industrie soviétique n'a pas un potentiel suffisant pour accroître les investissements dans l'agriculture. Les rapports du ministère de l'Intérieur, que Beria a en main, reflètent la situation avec réalisme. Les problèmes agricoles peuvent facilement se transformer en problèmes politiques.

On entrevoit la nécessité d'augmenter les prix de rachat des produits agricoles. Or cela menace de provoquer des troubles spontanés. Neuf ans plus tard, malgré tous les efforts et les énormes moyens consacrés à la mise en valeur des terres vierges, l'augmentation des prix déclenchera la révolte de Novocherkassk, écrasée par les troupes et qui fera de nombreuses victimes.

Il n'est pas question d'abolir les kolkhozes. En 1953, Beria et Malenkov proposent de réduire l'impôt agricole, ce à quoi Staline s'opposait catégoriquement et pour quoi il accablait Mikoyan lors du plénum d'octobre 1952. Mais même la baisse de l'impôt ne résout pas le problème.

Toute la reconstruction économique d'après-guerre n'a conduit à aucun changement structurel. L'écart entre le complexe militaro-industriel et les branches civiles ne cesse d'augmenter. Beria, mieux que quiconque, connaît le vrai prix du projet atomique pour l'économie soviétique. Il cherche donc des crédits à l'étranger.

Il n'y a guère d'espoir d'aide des États-Unis, dans un contexte de guerre froide. Impossible également de compter sur le capital juif international qui avait aidé l'URSS pendant la guerre : l'antisémitisme d'État de Staline à la fin de sa vie et le basculement d'Israël vers les États-Unis ont fermé cette porte.

Il reste l'Allemagne. C'est pour obtenir un crédit à long terme que Beria compte jouer la carte de l'unification allemande. Tâter le terrain, il a l'intention de le confier à l'actrice Olga Tchekhova, déjà utilisée pour des missions délicates par la direction soviétique.

En juin 1953, la colonelle Zoïa Rybkina, chef du département allemand des services de renseignement extérieur, arrive en Allemagne. Elle rencontre Olga Tchekhova le 26 juin, le jour même de l'arrestation de Beria. L'opération s'arrête là.

Le 13 mai 1953 paraît une note de Beria sur la suppression des restrictions de passeport et des zones à régime spécial.

« Si l'on regarde la carte de l'URSS, écrit Beria, on voit que tout le pays est moucheté de villes à régime spécial et de zones interdites, où il est défendu de résider pour les citoyens ayant un casier judiciaire ou ayant purgé une peine. Cela crée des difficultés non seulement pour ces citoyens, mais aussi pour leurs familles. Cela provoque un mécontentement légitime.

Une telle pratique de restrictions de passeport n'existe dans aucun pays. Aux États-Unis, en Angleterre, au Canada, en Finlande, en Suède, aucune mention de condamnation ne figure dans les documents d'identité. Le ministère de l'Intérieur juge nécessaire de supprimer les restrictions existantes sur les passeports comme inutiles. Le régime spécial et les restrictions freinent le développement économique. »

Cela ressemble déjà à une préparation à une réhabilitation de masse.

Plus loin, Beria propose de transférer les directions de construction et les entreprises industrielles du Goulag des mains du ministère de l'Intérieur vers les ministères de branche. Autrement dit, il propose de liquider la base concentrationnaire de l'économie soviétique.

Ensuite, Beria propose d'abolir les emprunts d'État imposés à la population par Staline, et devenus insoutenables. Il préconise de renoncer à augmenter les dépenses militaires, d'arrêter des constructions coûteuses sans importance primaire pour l'économie nationale, d'augmenter les prix d'achat dans l'agriculture, de réorienter l'économie vers la production de biens de consommation.

Beria propose aussi d'écrire une nouvelle histoire de la Grande Guerre patriotique, plus objective.

Il propose de limiter le rôle du parti dans l'État, en insistant sur les organes du pouvoir soviétique. De renforcer le rôle des cadres nationaux dans les républiques. De soulever la question de la restitution au Japon des îles Kouriles contestées. De rétablir les relations avec la Yougoslavie. De réduire les effectifs du renseignement soviétique dans les pays capitalistes.

Il propose d'interdire les portraits de dirigeants — vivants ou morts — lors des défilés.

De suspendre l'édition des œuvres complètes de Staline. D'organiser une condamnation de Staline à l'intérieur du parti.

Difficile de dire depuis combien de temps Beria mûrissait ces propositions. Trois mois au printemps 1953, c'est trop court pour savoir ce qu'elles sont : calcul à court terme pour s'emparer du pouvoir, ou résultat d'une longue réflexion, d'une connaissance intime de l'inefficacité du régime, d'une compréhension de son épuisement, malgré l'apparente solidité du système.

Il est probable que le printemps 1953 aurait pu devenir le contrepoint de toute l'histoire ultérieure du pays. La population, stupéfaite, aurait accepté la nouvelle ligne. Surtout les anciens combattants encore jeunes, qui gardaient leurs impressions d'Europe. Les vétérans auraient pu devenir le moteur d'un nouveau pays.

En 1953, le pays n'est séparé de 1917 que par une seule génération. Mais tout cela relève du conditionnel. Dans la réalité, la « seconde vie » de Beria n'aura pas lieu. Dans la première, il a participé, main dans la main avec Staline, à l'exploitation féroce et à l'élimination d'une partie considérable de la population. À ce titre, on pourrait facilement en faire un espion et un terroriste. Mais ce jugement serait en contradiction avec l'évaluation officielle de son activité sous Staline.

Khrouchtchev écrit :

« Nous voyions que Beria forçait les événements. »

C'est indéniable. L'affrontement avec le groupe Khrouchtchev–Molotov–Boulganine est manifeste pour Beria. Au Présidium du Comité central, la confrontation est déjà entrée dans une phase aiguë à propos de plusieurs questions.

La question se pose très simplement : qui abattra l'autre ?

Beria joue le tout pour le tout : soit les autres le soutiennent dans ses démarches programmatiques, y compris sa dénonciation de Staline, et il monte alors jusqu'au sommet du pouvoir, auréolé de blanc comme le libérateur de la tyrannie ; soit il les fait arrêter, ouvre ses archives et organise un procès public, où tous, jusqu'aux coudes dans le sang de la terreur stalinienne, apparaîtront comme des ennemis du peuple, et lui, pareil à eux tous, se posera en juge et protecteur du pays martyrisé.

Pour Khrouchtchev, il ne reste qu'une solution : agir. Et agir vite. Le temps lui est compté.

Khrouchtchev parle avec Malenkov :

« Camarade Malenkov, tu ne vois donc pas où tout cela nous mène ? Nous allons à la catastrophe. Beria a ramassé les couteaux. »

— « Je le vois, dit Malenkov, mais que faire ? »

— « Résister », répond Khrouchtchev.

De par sa position, Malenkov est le premier homme de l'État. La pression constante de Beria, en contradiction avec les autres, l'effraie. La compétition est évidente, même si Beria sait rester lucide : un Géorgien ne pourra pas encore accéder au plus haut poste. Mais la disparition de Staline, la chute de ce frein suprême, brise les retenues même chez un joueur aussi expérimenté que Beria. Il se laisse emporter, seul, sans base solide, coûte que coûte.

Dans sa conversation avec Khrouchtchev, Malenkov accepte d'entrer dans le jeu commun. Khrouchtchev a déjà parlé avec le ministre des Forces armées, Boulganine. Boulganine comprend bien le danger.

Khrouchtchev se rend chez Vorochilov. Il se souvient :

« À peine avais-je franchi le seuil de son bureau que Vorochilov s'est exclamé : “Camarade Khrouchtchev, quel homme magnifique que le camarade Lavrenti Pavlovitch Beria, quel homme remarquable !” »

Khrouchtchev repart de chez Vorochilov et va voir Molotov.

« Beria est très dangereux, dit Molotov. Je pense qu'il faut, disons, recourir à des mesures extrêmes. »

Khrouchtchev se souvient :

« Nous avons décidé de hâter les événements, parce qu'on pouvait nous écouter ou quelqu'un risquait de se trahir. »

Ils ont discuté avec les membres du Présidium Sabourov et Pervoukhine. Entre-temps, Kaganovitch revient à Moscou. Khrouchtchev écrit :

« Kaganovitch était parti inspecter les travaux d'exploitation forestière. »

À son retour, Kaganovitch déclare qu'il est « pour ». On charge Malenkov de parler à Vorochilov.

Malenkov va voir Vorochilov et lui expose le plan arrêté. Vorochilov embrasse Malenkov, l'embrasse et fond en larmes.

Khrouchtchev doit encore parler à Mikoyan. La conversation a lieu le jour même où doit se tenir la séance du Conseil des ministres, au cours de laquelle la question de Beria sera posée. Mikoyan passe chercher Khrouchtchev à sa datcha sur la route du Kremlin. Ils parlent longuement.

Khrouchtchev se souvient :

« La position de Mikoyan était la suivante : le camarade Beria a des défauts graves, mais il n'est pas irrécupérable, il peut travailler en collectif. C'était une position tout à fait particulière, que personne d'autre ne partageait. »

Mikoyan et Khrouchtchev montent ensuite ensemble en voiture pour le Kremlin.

Le vendredi 26 juin 1953, l'académicien Kourtchatov et celui qui sera plus tard l'académicien Alexandrov se trouvent sur le site où l'on assemble la bombe H. Quelques jours auparavant, plusieurs généraux envoyés par Beria, qui supervisait le projet, sont arrivés sur place. Alexandrov

raconte qu'ils avaient reçu l'ordre d'achever le travail le plus vite possible. Le premier exemplaire du nouvel engin thermonucléaire devait être remis aux généraux.

« Les généraux étaient littéralement assis sur notre dos », se souvient Alexandrov.

Kourtchatov téléphone deux fois par jour à Beria pour lui rendre compte de l'avancement des travaux. Le 26 juin, il appelle Beria — Beria n'est plus là.

À ce moment-là, à Moscou, au Kremlin, commence la séance du Conseil des ministres. Malenkov préside. Khrouchtchev demande la parole. C'était convenu à l'avance. Khrouchtchev propose d'examiner la question du camarade Beria.

Il se souvient :

« Beria était assis à ma droite. Il a pris ma main, m'a regardé et m'a dit : "Qu'est-ce que tu racontes, Nikita ? Qu'est-ce que tu baragouines ?" Je lui ai répondu : "Eh bien, écoute. C'est de ça que je veux justement parler." »

Khrouchtchev évoque les notes et les actes de Beria après la mort de Staline, son rejet du socialisme en RDA, le fait qu'il voulait unir les nationalistes dans les républiques contre les Russes, les rumeurs déjà anciennes, depuis les années 1930, selon lesquelles Beria aurait été un agent des services de renseignement mussavatistes travaillant pour les Anglais — et la disparition de ceux qui avaient tenu ces propos.

Khrouchtchev conclut :

« J'en suis arrivé à penser que Beria n'est pas un communiste, mais un carriériste. »

Ensuite parle Molotov, puis d'autres. Puis Mikoyan. Il maintient sa position : Beria n'est pas un homme sans espoir.

Malenkov doit tirer la conclusion. Mais il perd contenance. Un silence se fait. Khrouchtchev reprend la parole. Il propose de voter la destitution de Beria de tous ses postes.

Malenkov doit mettre la proposition aux voix. Au lieu de cela, il appuie sur le bouton et appelle les militaires avant l'heure prévue.

Les militaires attendaient le signal dans une salle attenante au bureau de Malenkov. Avant la séance, Khrouchtchev, Boulganine, Malenkov et Molotov s'étaient entretenus avec eux.

Le maréchal Moskalenko se souvient :

« Ils ont commencé à nous expliquer que, ces derniers temps, Beria se comportait de manière arrogante, espionnait les membres du Présidium du Comité central, écoutait leurs conversations téléphoniques, surveillait leurs déplacements, se montrait grossier avec tout le monde. Ils nous ont dit que, sur signal, nous devrions entrer et arrêter Beria. »

Le maréchal Joukov fait partie du groupe. Moskalenko se souvient que Khrouchtchev avait donné son accord pour la participation de Joukov au coup de force, mais en précisant que Joukov devait être sans arme.

Après le signal convenu, c'est Joukov qui entre le premier dans la salle. Malenkov, décontenancé, prononce :

« Au nom de la loi soviétique, arrêtez Beria. »

Joukov fouille Beria. À la porte du bureau où l'on arrête Beria, se tient Léonid Brejnev. Beria est emmené.

Le lendemain, le 27 juin 1953, la direction du pays se rend au Bolchoï pour l'opéra *Les Décembristes*.

Le 28 juin 1953, les académiciens Kourtchatov et Alexandrov reçoivent les journaux. Alexandrov se souvient :

« Le spectacle au Bolchoï, le gouvernement dans la loge, sans Beria parmi eux. Nous avons été envoyés sur le site avec une consigne claire de Beria : finir vite le travail et remettre l'engin — la bombe — aux généraux. Et voilà que tous les généraux ont soudain disparu. J'ai eu l'impression que Beria voulait utiliser cette bombe, qu'il contrôlait, pour faire du chantage. Kourtchatov avait la même impression. Nous en avons parlé en nous promenant dans le jardin. »

Deux scénarios étaient envisageables.

Premier scénario : on barre la chaussée des Entouziastes (Chosseï entouziastev) et toutes les rues menant au Kremlin. On fait entrer, dans l'enceinte du Kremlin, la bombe H conçue par Sakharov. L'assemblage final se fait dans une tente spéciale près du Tsar-Canon. On annonce alors que la bombe se trouve dans le Kremlin et peut exploser à tout moment.

Second scénario, plus spectaculaire : on annonce que la bombe thermonucléaire se trouve sur la chaussée des Entouziastes. Après l'annonce, elle commence à se diriger vers le Kremlin. Sous bonne garde, on l'introduit dans l'enceinte.

C'est le deuxième scénario, public, qui plaisait le plus à Beria.